

PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté levant l'obligation de garanties financières pour la carrière de sables et graviers exploitée par la société GSM Région Seine Littoral sur le territoire communal d'ACHY

LE SECRETAIRE GENERAL

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;

VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement ;

VU le code minier et notamment ses articles 4 et 107 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété, et la nomenclature des installations classées annexée ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des dispositions reprises au titre 1er « installations classées pour la protection de l'environnement » du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

VU les arrêtés ministériels des 10 février 1998 et 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mai 1990 autorisant la Société d'Exploitation des Carrières LANGLOIS - 78270 - MOUSSEAUX SUR SEINE, à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire communal d'ACHY, lieux dits « Le Grand Marais » « Prairie de Cantraine » « Le Pré Derrière l'Eglise » ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 1999, fixant à la Société d'Exploitation des Carrières LANGLOIS – 78270 – MOUSSEAU SUR SEINE, le montant des garanties financières à constituer pour la carrière de sables et graviers qu'elle exploite sur le territoire communal d'ACHY ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 février 2000, autorisant la société GSM, dont le siège social est établi « Les Technodes » - 78930 – GUERVILLE, à reprendre l'exploitation de la carrière de sables et graviers d'ACHY, lieux dits « Le Grand Marais » « Prairie de Cantraine », parcelles cadastrées section B n° 49 et 50, aux lieu et place de la Société d'Exploitation des Carrières LANGLOIS ;

VU le procès-verbal de récolement du 21 février 2000 de l'inspection des installations classées relatif à la déclaration de fin de travaux partielle et à la remise en état des lieux de la carrière de sables et graviers située sur le territoire de la commune d'ACHY, lieudit « Le Pré Derrière l'Eglise », parcelles cadastrées section B n° 760 (ex 59p), 60 et 61 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 autorisant la société GSM Région Seine Littoral à poursuivre l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire communal d'ACHY, lieux dits « Le Grand Marais » « Prairie de Cantraine », parcelles cadastrées section B n° 49 et 50, et à modifier les conditions d'exploitation et de remise en état des lieux ;

VU la déclaration de fin de travaux souscrite le 25 octobre 2004 par la société GSM Région Seine Littoral, relative à l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire communal d'ACHY ;

VU l'avis favorable en date du 2 novembre 2004 du maire d'ACHY quant à la remise en état des lieux de la carrière exploitée sur le territoire de sa commune par la société GSM Région Seine Littoral ;

VU le procès-verbal de récolement de l'inspection des installations classées en date du 29 mars 2005 relatif à la déclaration de fin de travaux et à la remise en état des lieux de la carrière de sables et graviers située sur le territoire de la commune d'ACHY, lieux dits « Le Grand Marais » « Prairie de Cantraine », parcelles cadastrées section B n° 49 et 50 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 19 mai 2005 ;

VU l'avis de la commission départementale des carrières en date du 24 juin 2005 ;

.../...

CONSIDERANT l'article 23-6 du décret du 21 septembre 1977 susvisé qui dispose en particulier que l'obligation de garanties financières des sites de carrières remis en état est levée par arrêté préfectoral adopté dans les formes prévues à l'article 18 du même décret ;

CONSIDERANT que la société GSM Région Seine Littoral a cessé l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire communal d'ACHY et que la remise en état des lieux qu'elle a effectuée, constatée par l'inspecteur des installations classées, n'a pas été dénoncée notamment par le maire de cette commune ;

LA pétitionnaire entendue ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

Pour la carrière de sables et graviers exploitée sur le territoire communal d'ACHY, lieux dits « Le Grand Marais » « Prairie de Cantraine », parcelles cadastrées section B n° 49 et 50, par la société GSM Région Seine Littoral – 78931 – GUERVILLE Cédex, l'obligation de garanties financières, objet de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 susvisé, est levée.

ARTICLE 2 :


La présente décision prend effet dès sa notification.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire d'ACHY, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 27 juin 2005

le secrétaire général,



Jean-Régis BORJUS

.../...